

## DA08 - DOSSIER D'ACCRÉDITATION FICHE DE PRÉSENTATION D'UNE FORMATION DE TYPE LICENCE, LICENCE PROFESSIONNELLE OU MASTER

**CAMPAGNE D'ÉVALUATION 2019-2020**  
VAGUE A

Établissement demandant l'accréditation : Université Lumière – Lyon 2

La formation	
Intitulé (préciser le cas échéant si l'intitulé est hors nomenclature) :	Activités juridiques : contentieux et recouvrement
Niveau (L, grade L, LP, M, grade M, autre) :	Licence professionnelle
Origine de la formation (préciser et détailler si nécessaire s'il s'agit d'un renouvellement à l'identique, d'un renouvellement avec restructuration, d'une création issue d'une restructuration ou d'une création ex-nihilo. En cas de création ex-nihilo, argumenter en quelques phrases cette création) :	<p>- Formation de + de 400 heures dont le renouvellement est demandé à l'identique.</p> <p>L'alternance a été mise en place au sein de cette formation depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2020 pour développer l'attractivité de cette formation et répondre ainsi à la demande des étudiants recherchant une insertion professionnelle rapide, et des professionnels et des entreprises souhaitant accueillir en alternance leurs futurs collaborateurs.</p> <p>Contexte : La licence professionnelle « Droit, procédures et métiers du contentieux » répondait, dès sa création en 2013, à un besoin des professions judiciaires en général et à une demande spécifique des Huissiers de justice qui reposent sur un constat : celui d'une diversification de leur activité et d'une évolution de ses conditions d'exercice de la profession. Les professions judiciaires et notamment les Huissiers de justice ont fait part de leur demande de spécialisation de leur personnel et souhaitent que leurs nouvelles recrues soient immédiatement opérationnelles.</p> <p>Les cabinets aussi bien que les études emploient un personnel diversifié dans sa formation et son statut et sont particulièrement en quête de salariés de niveau intermédiaire (Bac+3).</p> <p>Cette formation de niveau Licence est en adéquation avec ce mouvement de modernisation des professions judiciaires qui recherchent des collaborateurs efficaces, capables à la fois de maîtriser les disciplines juridiques et spécialisées fondamentales et les nouvelles technologies.</p>

	La formation est ouverte aux étudiants titulaires d'un diplôme national sanctionnant 2 années d'enseignement supérieur validées dans un domaine compatible avec celui de la licence : DUT (carrières juridiques), licence 2 en droit ou Administration Économique et Sociale (AES), Capacité en Droit et Diplôme Universitaire (D.U.)...
Champ de formations (indiquer le champ principal dans lequel s'inscrit cette formation. Préciser le cas échéant s'il y a un champ secondaire)	Champ D : « Organisations, marchés, normes et institutions »
Etablissement (indiquer les établissements qui demandent une co-accréditation) :	Sans objet
Parcours (préciser et détailler si nécessaire les différents parcours prévus dans la formation, y compris le parcours d'accès santé (L. AS)) :	Parcours « Droit, procédures et métiers du contentieux » : il a pour objectif la formation et l'insertion professionnelle des étudiants dans le domaine du recouvrement de créances et de la gestion des dossiers contentieux ou pré-contentieux.
Lieux de la formation (préciser le cas échéant les délocalisations) :	Campus Berges du Rhône (BDR) - 18 quai Claude Bernard - 69007 Lyon
Modalités d'enseignement (préciser si la formation est faite en apprentissage, en contrat de professionnalisation; à distance, etc.) :	<p>La formation accueille les étudiants au titre de la formation initiale ou dans le cadre d'une formation en alternance. Ils bénéficient dans tous les cas d'enseignements en présentiel de plus de 400 heures.</p> <p>Les étudiants qui n'ont pas opté pour l'alternance sont assujettis à une obligation de stage de quinze semaines, minimum.</p> <p>Les étudiants ayant retenu l'alternance au titre de leur formation, bénéficient soit d'un contrat d'apprentissage, soit d'un contrat de professionnalisation.</p> <p>La formation est aussi éligible à la formation continue.</p>
Volume horaire de la formation (indiquer aussi la part d'enseignement en langues étrangères) :	<p>La licence professionnelle, Droit, Procédures et métiers du contentieux dispense plus de 400 heures d'enseignement en présentiel, dont 24 HTD consacrées à l'enseignement de la terminologie juridique en langue anglaise. Le décompte des heures est établi de la manière suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- UE1 : Fondamentaux de droit civil et de droit des affaires : 70 HTD ;</li> <li>- UE2 : Fondamentaux de droit judiciaire privé : 92 HTD (dont 31 H CM mutualisé avec la Licence Droit) ;</li> <li>- UE3 : Procédures et droit de l'exécution forcée : 57 HTD ;</li> <li>- UE4 : Outils fonctionnels du contentieux : 70 HTD dont 24 HTD pour l'anglais ;</li> </ul>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>- UE5 : Statut des baux : 24 HTD ;</li> <li>- UE6 : Paiement et garantie de l'impayé : 54 HTD et 21 CM mutualisé avec la Licence droit ;</li> <li>- UE 7 : Stage ou alternance</li> <li>- UE8 : Projet tuteuré : 100 HTD.</li> </ul>
Effectifs attendus :	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 2016-2017 : 13 étudiants</li> <li>- 2017-2018 : 14 étudiants</li> <li>- 2018-2019 : 8 étudiants</li> <li>- 2019-2020 : 13 étudiants</li> <li>- 2020-2021 : 23 étudiants</li> </ul> <p>Projection pour les années à venir : entre 20 et 24 étudiants accueillis au sein de la LPDMC.</p>
Partenariat avec un autre (ou d'autres) établissement d'enseignement supérieur public :	-
Accords internationaux particuliers :	-
Conventionnement avec une institution privée française :	-
<p>On trouvera ici :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- soit les éléments supplémentaires permettant d'apprécier les évolutions et/ou améliorations par rapport à la précédente période lors d'un renouvellement, <i>notamment les éléments en réponse aux recommandations de l'évaluation Hcéres du bilan</i></li> <li>- soit les éléments permettant d'apprécier la demande de création de formation (contenus, débouchés professionnels, poursuites d'études, équipe pédagogique...).</li> </ul> <p>La licence professionnelle, Droit, Procédures et métiers du contentieux bénéficie, malgré l'effectif réduit de ces dernières années et qui est en nette progression, d'un taux important en termes d'insertion professionnelle des étudiants diplômés de cette formation. Les recommandations de l'Hcéres ont été pris en compte pour souligner la singularité de cette formation qui a le soutien de partenaires importants et qui est ouverte à l'alternance depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2020 (7 contrats d'apprentissage et 5 contrats de professionnalisation sur les 23 inscrits au titre de l'année universitaire 2020-2021).</p> <p>La Licence professionnelle, Droit, Procédures et métiers du contentieux conserve en effet le soutien de son principal partenaire institutionnel ; la chambre régionale des huissiers de justice du ressort de la Cour d'appel de LYON investit doublement dans cette formation : d'une part, au titre de ses intervenants (50 % des cours et séminaires) dans le cadre de la formation dispensée, et d'autre part, dans le cadre de l'accueil des stagiaires (là encore, 50 % des lieux d'accueil pour les étudiants inscrits au titre de la licence DPMC en 2019-2020) et des alternants. L'alternance est incontestablement une voie privilégiée pour développer l'attractivité de la formation.</p> <p>La formation proposée par l'établissement (LPDMC) comptabilise des partenariats nouveaux qui ont pris attache avec le service de formation continue de l'établissement (URSAFF Rhône-Alpes, sociétés de</p>	

recouvrement, établissements bancaires...), dans le but de soutenir et de renforcer la coopération avec l'établissement.

La LPDMC est fortement orientée vers les métiers du contentieux et du pré contentieux (gestion amiable du recouvrement). Cette singularité constatée dans le contenu de la formation et le choix de ses intervenants doit être maintenue et distingue cette formation d'une autre licence professionnelle soutenue par la composante et l'établissement (assistant juridique).

Si la présente mention comprend une option « accès santé » (L.AS), décrire succinctement le dispositif :

Non concerné